

Réglementation et Usages de l'Espace Public  
Coordination Manifestations Espace Public

Arrêté n° 01FF0019

**Arrêté relatif :**  
**Qu'est-ce qu'on mange de bon aujourd'hui**  
**avec Fleury Michon ?**  
**Place de Bretagne**  
**Lundi 15 janvier 2024**  
**Place du Commerce**  
**Mardi 16 janvier 2024**

## Arrêté

**La Présidente,**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la Route,

Vu l'arrêté réglementant la circulation et le stationnement en aires piétonnes à Nantes,

Vu le dossier de déclaration de manifestation adressé à la Mairie de Nantes,

Considérant que la Présidente de Nantes Métropole est l'autorité de police en matière de circulation et de stationnement sur la commune de Nantes à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015,

Considérant qu'il convient de prendre des mesures de police places du Commerce et de Bretagne à l'occasion de la manifestation susvisée,

Sur la proposition du Directeur Général des Services de Nantes Métropole,

**Arrête**

Article 1 - La société « Strada Marketing » est autorisée aux jours, heures et sur les espaces suivants à installer une tente de 9 m<sup>2</sup> ainsi qu'à stationner un food truck :

Lundi 15 janvier 2024, de 9h00 à 22h00 :

- place de Bretagne, côté « intersport »,

Mardi 16 janvier 2024, de 8h00 à 20h00 :

- place du Commerce.

Article 2 - Les grilles de ventilation situées place du Commerce ainsi qu'un couloir de sécurité d'une largeur minimum de 10 m à partir du bas des marches du palais de la Bourse et de la façade du cinéma « Pathé » devront rester libres en permanence de toute entrave.

Article 3 - L'accès du véhicule nécessaire à la manifestation susvisée sur les zones contrôlées citées à l'article 1<sup>er</sup> se fait après appel à partir de la borne, appel contrôlé par NGE.

Article 4 - Le présent arrêté devra être apposé derrière le pare-brise du véhicule susvisé, visible de l'extérieur.

Article 5 - L'autorisation d'occuper le domaine public est accordée à titre onéreux, conformément au tarif des droits d'occupation du domaine public arrêté par le Conseil Métropolitain, et sera facturée par le service Gestion et Action Commerciales de l'Espace Public de Nantes Métropole.

Article 6 - Il est rigoureusement interdit d'effectuer des branchements de toutes natures (électricité, eau...) sur le domaine public sans autorisation.

Article 7 - La circulation des véhicules de secours et des piétons ne doit en aucun cas être entravée par la tenue de la manifestation susvisée.

Article 8 - Pour des raisons de sécurité et de préservation de l'environnement la mise en place des pré-enseignes temporaires ou de tout autre objet est interdite : sur les supports de feux tricolores et de panneaux de signalisation routière, sur les poteaux de transport d'électricité et de télécommunications, ainsi que sur les arbres et les espaces verts.

Article 9 - Toute autre occupation du domaine public par des pré-enseignes temporaires, notamment leur fixation sur les candélabres de l'éclairage public, doit faire l'objet d'un accord préalable par les services concernés de la Ville de Nantes et de Nantes Métropole.

Article 10 - Les pré-enseignes ainsi autorisées devront être retirées, par l'organisateur, dès le lendemain de l'achèvement de la manifestation.

Article 11 - Le non-respect des dispositions énoncées aux articles précédents entraînera une intervention des services de Nantes Métropole et de la Ville de Nantes, pour le retrait de la signalisation provisoire, aux frais de l'organisateur de la manifestation.

Article 12 - A l'occasion de l'événement susvisé, toute dégradation du domaine public ou du mobilier urbain fera l'objet d'une remise en état, par les services de Nantes Métropole avec facturation au pétitionnaire.

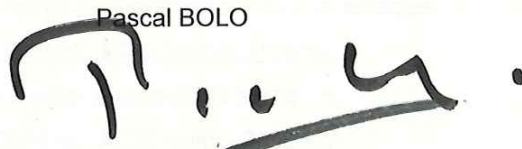
Article 13 - A l'issue de la manifestation, l'organisateur devra veiller à laisser les sites utilisés en bon état de propreté. A défaut, les frais de nettoyage lui seront facturés.

Article 14 - Les conducteurs de véhicules et l'organisateur sont tenus de se conformer aux prescriptions supplémentaires qui pourraient leur être données par les agents des services de Police.

Article 15 - M. le Directeur Général des Services de Nantes Métropole et de la Ville de Nantes, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nantes, le 22 DEC. 2023

Pascal BOLO



Le Vice-président  
Pour la Présidente